

Voix de la conscience

Deuxième bulletin pour 2000 de l'association "Liberté de conscience". Pour une fois, il n'y a pas lieu de broyer du noir, puisque quelques menus succès de l'activisme laïc sont à signaler. L'éditorialiste cite l'action de la nouvelle coalition d'Esch-Alzette pour séparer la fête nationale de son bagage clérical et l'intervention de la ministre auprès de la commune de Niederanven pour arrêter la collecte de données d'appartenance religieuse. Enfin, la remise des prix du concours littéraire laïc de Libco est annoncée pour le 7 décembre. Mais heureusement, le combat n'est pas terminé, l'action en justice pour diffamation de la part du "LuxWort" est une autre échéance intéressante.

Voix de la pensée

L'aînée de la "Libco", la "Libre Pensée Luxembourgeoise", laisse dans son édition 278 de "la Voix de la libre pensée" le terrain luxembourgeois à sa consoeur et s'envole vers des parages internationaux. Les anecdotes pittoresques sur la bigoterie cléricale ne manquent point. Pourtant on peut se demander pourquoi la "Libre Pensée" ne se concentre pas plus sur l'actualité luxembourgeoise, p.ex. sur des communes gouvernées par la gauche, comme Dudelange avec sa forte section de "Libre Pensée", où l'influence de l'Eglise dans l'enseignement primaire semble plus forte que celle de la pensée laïque.

Voix de l'éthique

C'est avec insistance que l'organisation Greenpeace poursuit sa campagne contre la sinistre directive européenne sur les brevets pour les inventions en matière de biotechnologie. Ce n'est pas uniquement d'un point de vue éthique que la brevetabilité du vivant, et notamment sur le génome humain, est un des plus grands scandales de notre temps. La mainmise des transnationales sur la nature est une menace grave qui risque de passer inaperçue, non seulement dans les parlements, mais aussi dans le grand public. Les militant-e-s de Greenpeace sont en train de bombarder les parlementaires luxos de cartes et de mails les invitant à stopper la légifération en la matière. Infos: www.genopoly.lu.

Der Wasserkoffer

Der Wasserkoffer ist das neueste Projekt des Bereiches Naturschutz und Landschaftspflege des Oekofonds. Dieser Koffer richtet sich nicht nur an Einzelpersonen oder die Familie, sondern spricht gezielt auch grosse Kindergruppen bzw. Umweltzentren, Kindergärten, Schulklassen und PfadfinderInnen an. Er enthält theoretische und vor allem praktische Elemente und ermöglicht somit einen aktiven und spielerischen Zugang zum Lebensraum Wasser. Die zahlreichen Aktivitäten, die man dank des Koffers unternehmen kann, sind in 3 Altersstufen eingeteilt. Zu dem Wasserkoffer gehört auch das große Wasserspiel, das sich für Gruppen mit Kindern ab 8 bis 10 Jahren eignet und den Vorgang eines Wasserlaufs von der Quelle bis zur Mündung verdeutlicht. Der Wasserkoffer mit dem großen Wasserspiel ist auf Anfrage unter der Telefonnummer 43 85 85 beim Oeko-Fonds erhältlich.

Auf in die Tätigkeitsgesellschaft!

Das Modell der Arbeitsgesellschaft, in der BürgerInnen ihren Platz durch ihren Arbeitsplatz fanden, ist nachhaltig erschüttert. Kann die Arbeit neu verteilt werden, müssen wir uns mit der Massenarbeitslosigkeit abfinden, sollen wir das "Ende der Arbeit" ausrufen? Das Buch "Vision einer Tätigkeitsgesellschaft" von Joachim Sikora, Direktor des Katholisch-Sozialen Instituts Köln setzt demgegenüber auf eine Ausweitung des Arbeitsbegriffs, die dem neuen Umfeld gerecht wird. Auf Einladung des "Institut de Formation Sociale" hält er eine Konferenz zu diesem Thema: am Freitag, 27. Oktober um 18h30, im Centre Convict, 5, av. Marie-Thérèse. Übersetzung ins Französische verfügbar. Eintritt frei.

PEACE BRIGADES INTERNATIONAL

Accompagner pour protéger

Rendre possible le travail des défenseurs des droits humains par une présence internationale dans des régions du monde où sévissent oppressions et conflits, c'est la mission que s'est fixée l'organisation Peace Brigades International

Une section des Brigades de Paix Internationales vient de se constituer au Luxembourg. En quoi cette ONG au service de la paix est-elle différente?

Défendre les droits des autres, c'est souvent risquer sa propre vie. Presque partout dans le monde, et particulièrement là où les violations sont les plus criantes, les défenseurs des droits humains sont victimes de pressions, de menaces, voire d'agressions. Comment les protéger? Voitures blindées, escorte armée? Un groupe de militants a voulu croire que la seule présence d'observateurs internationaux, des citoyens du monde entier, pouvait dissuader les agresseurs: c'est ainsi qu'est née, en 1981, l'organisation Peace Brigades International (PBI).

Depuis lors, PBI a développé ce concept. Des centaines de volontaires de tous pays ont été formés et envoyés pratiquer l'accompagnement protecteur dans des régions en conflit: Gua-

temala, Salvador, Sri Lanka, Amérique du Nord (auprès d'Amérindiens), Haïti, ex-Yougoslavie, Colombie, Mexique, et, depuis peu, Indonésie.

De manière permanente ou sporadique, les volontaires accompagnent des militants exposés dans leur travail, visitent des bureaux d'associations, assurent une présence dans des camps de réfugiés, ou observent des manifestations publiques. Le regard de la communauté internationale, matérialisé par ces observateurs indépendants, a souvent suffi à créer l'espace de paix nécessaire au travail des militants locaux. Pour éviter toute ingérence, PBI ne travaille que sur demande d'associations locales non-violentes et ne prend jamais parti pour l'un ou l'autre camp. "PBI est une organisation différente de la plupart des organisations des droits humains que j'ai eu l'occasion de rencontrer. Les volontaires de PBI sont sur la ligne de front pour sauvegarder les droits, au risque de leurs droits personnels les plus fondamentaux" a déclaré le Sri Lankais Wimal Fernando, du Mouvement pour la défense des droits démocratiques, qui a lui-même bénéficié de cet accompagnement protecteur.

Si PBI travaille essentiellement dans des régions en conflit, à quoi peut servir une sec-

tion au Luxembourg? C'est que l'efficacité de l'accompagnement protecteur ainsi que la sécurité des volontaires sur le terrain et des personnes accompagnées dépendent directement du soutien international que PBI reçoit en situation de crise.

Un réseau d'alertes

Le Réseau d'Alertes Urgentes (RAU) de PBI représente ce soutien international. Il est activé chaque fois qu'une équipe ou ses partenaires se trouvent dans une situation de menace grave et lorsque des vies sont en danger. Le RAU est composé d'ONG influentes, d'institutions religieuses, de parlementaires, de responsables gouvernementaux et de ministres, de grandes organisations qui travaillent en faveur des droits humains et de la paix, de personnalités de premier plan et de particuliers qui ont décidé de devenir membres de PBI.

"Les gens ici sont à l'écoute de se qui se passe ailleurs. L'accueil qui nous a été réservé lors de nos premiers contacts nous encourage énormément pour la suite. J'ai la certitude qu'ici, les ONG, les responsables politiques ou religieux, et les personnes qui sont déjà membres de notre réseau de soutien réagiront aux alertes", déclare Silke Dethlefs, membre fondatrice de l'équipe de PBI Luxembourg.

En plus de l'extension et de l'animation du RAU, PBI recherche des volontaires pour travailler sur les projets. Vous pouvez également devenir membre actif d'un groupe de travail au Luxembourg (rédaction, traduction, organisation d'événement, etc), adhérer à PBI Luxembourg (vous recevrez un bulletin trisannuel sur le travail de PBI Luxembourg et sur l'évolution des projets) ou faire un don à l'association.

Alain Donetti, PBI Luxembourg

*PBI Luxembourg
99, rue de Bonnevoie,
L-1260 Luxembourg.
Tel: 26 29 60 01
E-mail: pbilux@yahoo.com
website: www.peacebrigades.org*



Colombie: Une volontaire de PBI accompagne un membre du collectif d'avocats José Restrepo.

(Photo: John Spaul)

BRIEFE AN DIE REDAKTION

ErzieherInnen sind keine Chargé-e-s

In der letzten WOXX-Ausgabe wurde ein Foto veröffentlicht das nicht zeigte, was es zeigen sollte. Eine Klarstellung des SEW/OGB-L.

In Ihrer Ausgabe vom 20.10.00 (Seite 5 unten) veröffentlichten Sie ein Foto mit folgendem Text: "Die chargé-e-s de cours kämpften 1997 erfolgreich für unbegrenzte Arbeitsverträge (...)"

Diese Darstellung ist falsch. Auf dem Foto sieht man die Vertreter der Erzieher/innen und graduierter Erzieher/innen die, angeführt vom Syndikat Erziehung und Wissenschaft des OGB-L, nach einer Ausbildungsreform, die Angleichung ihrer Diplome fordern. Diese gewerk-

schaftliche Aktion fand im Februar 1997 statt. Über 500 Vertreter dieser Berufsgruppe mit größtenteils langjähriger Berufserfahrung forderten auf der Straße die Angleichung ihrer Diplome an das neue Ausbildungsniveau.

Historisch gesehen waren es sie, welche den sozialpädagogischen Sektor (gemeint sind Crèches, Kinderheime, differenzierter Unterricht, Institutionen für behinderte Mitmenschen, offene Jugendarbeit, Berufsbera-

tung, berufliche Weiterbildung u.a.) in diesem Land aufbauten und zu dem machten, was er heute ist!

Dieses Foto hat also nicht im geringsten etwas mit dem Thema des nebenstehenden Artikels zu tun. Wir finden diese fälschliche Darstellung sehr bedauerlich und bitten Sie im Interesse der betroffenen Berufsgruppe um eine Gegendarstellung in ihrer nächsten Nummer.

Das Komitee der sozio-educativen Berufe des SEW-OGB-L

Anm. Red.: *Die Redaktion entschuldigt sich bei den betroffenen ErzieherInnen und beim Komitee der sozio-educativen Berufe des SEW/OGB-L für diese unpeinliche Panne.*